



Sommaire

II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2014/C 147/01	Engagement de procédure (Affaire M.7000 — Liberty Global/Ziggo) ⁽¹⁾	1
2014/C 147/02	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire M.7145 — Veolia Environnement/Dalkia International) ⁽¹⁾	2

IV *Informations*

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission européenne

2014/C 147/03	Taux de change de l'euro	3
2014/C 147/04	Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes Réunion du 17 février 2014 concernant un avant-projet de décision dans l'affaire C.39398 Visa MIF — Rapporteur: Malte ...	4
2014/C 147/05	Rapport final du conseiller-auditeur — Visa MIF (AT.39398)	5

2014/C 147/06	Résumé de la décision de la Commission du 26 février 2014 relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE (Affaire AT.39398 VISA MIF) [notifiée sous le numéro C(2014) 1199 final]	7
---------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

V Avis

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission européenne

2014/C 147/07	Aide d'État — République de Lettonie — Aide d'État SA.36612 (2014/C) (ex 2013/NN) — Aide non notifiée octroyée par la Lettonie à Citadele et à Parex — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	11
---------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

II

*(Communications)*COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET
ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Engagement de procédure**(Affaire M.7000 — Liberty Global/Ziggo)****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2014/C 147/01)

Le 8 mai 2014, la Commission a pris une décision d'engagement de procédure dans l'affaire mentionnée ci-dessus, après avoir constaté que la concentration notifiée soulevait des doutes sérieux quant à sa compatibilité avec le marché commun. L'engagement de procédure ouvre une seconde phase d'investigation, sans préjudice de la décision finale, concernant la concentration notifiée. La décision est prise en application de l'article 6, paragraphe 1, point c), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾.

La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Afin d'être prises en considération d'une manière complète dans la procédure, ces observations devraient parvenir à la Commission au plus tard dans les quinze jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie (+32 22964301) ou par courrier, sous la référence «M.7000 — Liberty Global/Ziggo», à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des concentrations
1049 Bruxelles
BELGIQUE

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1 (le «règlement sur les concentrations»).

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire M.7145 — Veolia Environnement/Dalkia International)
(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
(2014/C 147/02)

Le 7 mai 2014, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché intérieur. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil⁽¹⁾. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

- dans la section consacrée aux concentrations, sur le site internet de la DG Concurrence de la Commission (<http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/>). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,
- sur le site internet EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm>), qui offre un accès en ligne au droit de l'Union, sous le numéro de document 32014M7145.

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET
ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

15 mai 2014

(2014/C 147/03)

1 euro =

	Monnaie	Taux de change		Monnaie	Taux de change
USD	dollar des États-Unis	1,3659	CAD	dollar canadien	1,4845
JPY	yen japonais	139,17	HKD	dollar de Hong Kong	10,5882
DKK	couronne danoise	7,4644	NZD	dollar néo-zélandais	1,5786
GBP	livre sterling	0,81520	SGD	dollar de Singapour	1,7108
SEK	couronne suédoise	8,9740	KRW	won sud-coréen	1 401,78
CHF	franc suisse	1,2227	ZAR	rand sud-africain	14,1337
ISK	couronne islandaise		CNY	yuan ren-min-bi chinois	8,5090
NOK	couronne norvégienne	8,1050	HRK	kuna croate	7,5910
BGN	lev bulgare	1,9558	IDR	rupiah indonésienne	15 599,43
CZK	couronne tchèque	27,440	MYR	ringgit malais	4,4064
HUF	forint hongrois	303,62	PHP	peso philippin	59,797
LTL	litas lituanien	3,4528	RUB	rouble russe	47,4450
PLN	zloty polonais	4,1792	THB	baht thaïlandais	44,333
RON	leu roumain	4,4328	BRL	real brésilien	3,0197
TRY	livre turque	2,8466	MXN	peso mexicain	17,6440
AUD	dollar australien	1,4589	INR	roupie indienne	80,9842

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

**Avis du comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes Réunion du
17 février 2014 concernant un avant-projet de décision dans l'affaire C.39398 Visa MIF**

Rapporteur: Malte

(2014/C 147/04)

- (1) Le comité consultatif partage les préoccupations exprimées par la Commission dans son projet de décision, tel qu'il a été communiqué au comité consultatif le 5 février 2014, au titre de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE.
 - (2) Le comité consultatif convient avec la Commission que la procédure concernant Visa Europe peut être conclue au moyen d'une décision prise en application de l'article 9, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003.
 - (3) Le comité consultatif convient avec la Commission que les engagements proposés par Visa Europe sont appropriés, nécessaires et proportionnés et qu'ils devraient être rendus juridiquement contraignants pour Visa Europe.
 - (4) Le comité consultatif convient avec la Commission que, à la lumière des engagements offerts par Visa Europe, il n'y a plus lieu pour elle d'agir, sans préjudice des dispositions de l'article 9, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1/2003.
 - (5) Le comité consultatif invite la Commission à tenir compte de toute autre question soulevée au cours de la discussion.
 - (6) Le comité consultatif recommande la publication de son avis au *Journal officiel de l'Union européenne*.
-

Rapport final du conseiller-auditeur ⁽¹⁾**Visa MIF (AT.39398)**

(2014/C 147/05)

Introduction

(1) Le projet de décision fondé sur l'article 9, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil⁽²⁾ est adressé à Visa Europe Limited («Visa Europe») et porte sur une partie de la procédure dans l'affaire AT.39398 — Visa MIF.

(2) Le 6 mars 2008, à la suite d'une enquête ouverte de sa propre initiative le 28 novembre 2006, la Commission a lancé la procédure concernant la fixation de commissions multilatérales d'interchange («CMI») applicables par défaut aux opérations transfrontières et, dans certains cas, aux opérations aux points de vente nationaux effectuées dans l'Espace économique européen («EEE») avec des cartes de paiement de la marque VISA.

(3) Après une première communication des griefs en 2009, la Commission a adopté une première décision le 8 décembre 2010 au titre de l'article 9, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1/2003, qui rend obligatoires pour Visa Europe certains engagements relatifs aux CMI intrarégionales et à certaines CMI nationales applicables aux opérations par carte de débit immédiat «consommateurs»⁽³⁾. La Commission a poursuivi son enquête sur les CMI applicables aux cartes de crédit «consommateurs».

(4) Le 31 juillet 2012, la Commission a notifié à Visa Europe une communication des griefs complémentaire dans laquelle elle exprimait, en substance, l'avis préliminaire selon lequel la fixation par le système Visa de CMI et de certaines règles connexes applicables aux opérations effectuées avec des cartes de crédit «consommateurs» de la marque VISA si le commerçant est situé dans l'EEE ne saurait être exemptée de l'interdiction prévue à l'article 101, paragraphe 1, du traité sur la fonctionnalité de l'Union européenne (TFUE) et à l'article 53, paragraphe 1, de l'accord EEE.

Accès au dossier

(5) En août 2012, Visa Europe a eu accès au dossier sous la forme d'un DVD. Elle a également demandé à pouvoir accéder: 1) aux résultats d'une enquête sur les banques acquéreuses réalisée par la Commission en 2010 (l'«enquête sur les acquéreurs»); et 2) aux documents relatifs à une étude commandée par la Commission en 2008 sur les «coûts et avantages liés à l'acceptation par les commerçants de différents modes de paiement» (l'«étude sur les coûts»).

Accès à l'enquête sur les acquéreurs dans des data rooms

(6) À la suite d'une demande de Visa Europe, la DG Concurrence a proposé de prévoir des data rooms distinctes: d'une part, pour les conseillers juridiques externes de Visa Europe, où ils n'auraient accès qu'à des informations qualitatives anonymisées fournies par les banques acquéreuses dans le cadre de l'enquête sur les acquéreurs et, d'autre part, pour les conseillers économiques externes de Visa Europe, où ils n'auraient accès qu'à des informations quantitatives. En janvier 2013, les conseillers juridiques externes de Visa Europe ont donc pu accéder à une partie des informations des banques acquéreuses sur l'«acquisition transfrontière».

(7) Pour ce qui est des autres informations des banques acquéreuses, Visa Europe était toutefois en désaccord avec la DG Concurrence au sujet de certaines règles régissant les conditions d'accès aux data rooms et elle m'a soumis la question en vertu de l'article 7 de la décision 2011/695/UE. Visa Europe m'a notamment demandé: a) d'autoriser la divulgation auprès de ses conseillers externes du pays de chaque banque participant à l'enquête sur les acquéreurs; b) de modifier la règle selon laquelle les conseillers juridiques et économiques externes ne peuvent accéder qu'aux données qualitatives et quantitatives, respectivement.

⁽¹⁾ En vertu des articles 16 et 17 de la décision 2011/695/UE du président de la Commission européenne du 13 octobre 2011 relative à la fonction et au mandat du conseiller-auditeur dans certaines procédures de concurrence (JO L 275 du 20.10.2011, p. 29).

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1).

⁽³⁾ Voir mon rapport final du 26 novembre 2010 (JO C 79 du 12.3.2011, p. 6).

(8) J'ai rejeté la demande a) au motif qu'il y avait un risque sérieux de voir l'identité des banques participant à l'enquête sur les acquéreurs être révélée si le nom de leur pays d'origine était divulgué. En outre, Visa Europe n'avait pas démontré que les informations sur le pays d'origine de ces banques étaient indispensables à l'exercice de ses droits de la défense. En ce qui concerne la demande b), je suis arrivé à la conclusion que les conseillers juridiques et économiques externes de Visa Europe devraient avoir accès à toutes les informations figurant dans les data rooms, étant donné, d'une part, que les restrictions d'accès proposées ne semblaient pas justifiées dans les circonstances de l'espèce pour préserver les informations confidentielles et, d'autre part, qu'il était important, au regard des droits de la défense de Visa Europe, que ses conseillers économiques et juridiques puissent se consulter mutuellement sur les documents examinés.

Accès aux documents de l'étude sur les coûts

(9) En refusant l'accès aux documents de l'étude sur les coûts, la DG Concurrence a estimé que ces documents ne faisaient pas partie du dossier de la Commission, qu'ils n'étaient pas utilisés ou invoqués dans la communication des griefs complémentaire et qu'ils ne contenaient aucun élément à décharge. Toutefois, étant donné que le cahier des charges de l'étude sur les coûts faisait référence à la procédure contre Visa Europe et compte tenu de la définition donnée au point 8 de la communication sur l'accès au dossier⁽¹⁾, je suis arrivé à la conclusion que les documents de l'étude sur les coûts font partie du dossier de la Commission. J'ai toutefois observé que tous ces documents ne devaient pas être mis à la disposition de Visa Europe. La correspondance entre la Commission et ses contractants sur l'évaluation du travail de ces derniers et sur les aspects financiers de l'étude, la correspondance reflétant les délibérations internes entre la Commission et ses experts et d'autres documents de nature préliminaire constituent des documents internes [non accessibles⁽²⁾].

Délai de réponse à la communication des griefs complémentaire

(10) Visa Europe a répondu à certaines parties de la communication des griefs complémentaire en février 2013, la DG Concurrence ayant prolongé la période initiale de douze semaines pendant laquelle une réponse devait être présentée.

Engagements

(11) Le 10 mai 2013, Visa Europe a proposé des engagements visant à répondre aux préoccupations de la Commission. Le 14 juin 2013, la Commission a publié une communication conformément à l'article 27, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1/2003⁽³⁾ et a reçu 17 réponses de tiers intéressés. Visa Europe a présenté une proposition d'engagements modifiés en novembre 2013.

(12) Le projet de décision de la Commission rend les engagements proposés obligatoires pour Visa Europe pour une durée de quatre ans. Ladite décision conclut, en substance, qu'il n'y a plus lieu d'agir au sujet des CMI fixées par Visa Europe concernant les transactions effectuées au sein de l'EEE au moyen de cartes de paiement «consommateurs» de la marque VISA et au sujet des règles de Visa Europe relatives à l'acquisition transfrontière.

(13) Je n'ai reçu aucune demande ni plainte de parties à la procédure dans la présente affaire concernant les engagements proposés⁽⁴⁾.

(14) À la lumière de ce qui précède, je considère que l'exercice effectif des droits procéduraux de toutes les parties a été respecté.

Fait à Bruxelles, le 19 février 2014.

Wouter WILS

⁽¹⁾ Communication de la Commission relative aux règles d'accès au dossier de la Commission dans les affaires relevant des articles 81 et 82 du traité CE, des articles 53, 54 et 57 de l'accord EEE et du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil (JO C 325 du 22.12.2005, p. 7).

⁽²⁾ Communication sur l'accès au dossier, point 12.

⁽³⁾ Communication de la Commission publiée conformément à l'article 27, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil dans l'affaire AT.39398 — Visa MIF (JO C 168 du 14.6.2013, p. 22).

⁽⁴⁾ L'article 15, paragraphe 1, de la décision 2011/695/UE dispose que les parties à la procédure qui offrent des engagements conformément à l'article 9 du règlement (CE) n° 1/2003 peuvent saisir le conseiller-auditeur à tout moment durant la procédure en vue de garantir l'exercice effectif de leurs droits procéduraux.

Résumé de la décision de la Commission**du 26 février 2014****relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE****(Affaire AT.39398 VISA MIF)***[notifiée sous le numéro C(2014) 1199 final]***(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi.)**

(2014/C 147/06)

Le mercredi 26 février 2014, la Commission a adopté une décision relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord EEE. En application des dispositions de l'article 30 du règlement n° 1/2003 du Conseil ⁽¹⁾, la Commission publie ci-dessous les noms des parties et le contenu principal de la décision, y compris les sanctions infligées, en prenant en considération l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

(1) L'affaire concerne, d'une part, la fixation de commissions multilatérales d'interchange («CMI») par Visa Europe Limited («Visa Europe») qui s'appliquent aux opérations intrarégionales et à certaines opérations aux points de vente nationaux ⁽²⁾ et hors EEE intra-Visa Europe ⁽³⁾ effectuées avec des cartes de crédit «consommateurs» Visa et des cartes de débit «consommateurs» Visa et, d'autre part, les règles relatives aux acquisitions transfrontières.

1. PROBLÈMES DE CONCURRENCE RECENSÉS À TITRE PRÉLIMINAIRE

(2) Dans sa communication des griefs du 3 avril 2009 (ci-après la «communication des griefs»), la Commission est parvenue à la conclusion provisoire que Visa Europe avait enfreint l'article 101 du traité et l'article 53 de l'accord EEE lors de la fixation des CMI.

(3) Le 8 décembre 2010, la Commission a adopté une décision en vertu de l'article 9 du règlement (CE) n° 1/2003 (ci-après la «décision sur les engagements concernant les cartes de débit»). Cette décision a rendu juridiquement contraignants pour Visa Europe pendant quatre ans les engagements visant à: i) plafonner à 0,2 % la moyenne pondérée de ses CMI applicables aux opérations par cartes de débit «consommateurs» couvertes par la procédure; et ii) maintenir et/ou introduire divers changements dans les règles du réseau.

(4) Dans sa communication des griefs complémentaire du 31 juillet 2012 (ci-après la «communication des griefs complémentaire»), la Commission a reformulé et affiné ses griefs concernant les CMI pour cartes de crédit «consommateurs». Par ailleurs, elle a non seulement étendu le champ de la procédure à l'application directe des CMI interrégionales (ou internationales) lorsque les commerçants sont situés dans l'EEE, mais elle a aussi estimé à titre préliminaire que les règles de Visa Europe concernant les acquisitions transfrontières avaient enfreint l'article 101 du traité et l'article 53 de l'accord EEE.

(5) Pour chaque opération effectuée chez un commerçant au moyen d'une carte de paiement, une commission d'interchange est en effet payée par la banque du commerçant (la «banque acquéreuse» ou l'«acquéreur») à la banque du titulaire de la carte (la «banque émettrice» ou l'«émetteur»). Quand un titulaire de carte utilise une carte de paiement pour acheter des biens ou des services auprès d'un commerçant, ce dernier paie une commission de service commerçant à son acquéreur. L'acquéreur conserve une partie de ces frais (la marge de l'acquéreur), une partie va à l'émetteur (la CMI) et une petite partie va à l'opérateur du système (dans ce cas Visa). Dans la pratique, c'est le montant de la CMI qui détermine en grande partie celui de la commission de service commerçant.

⁽¹⁾ JO L 1 du 4.1.2003, p. 1.

⁽²⁾ Actuellement la Belgique, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Lettonie et la Suède.

⁽³⁾ Il s'agit d'opérations effectuées avec des commerçants situés dans l'EEE au moyen de cartes «consommateurs» Visa émises dans des pays hors EEE appartenant au territoire de Visa Europe. Le territoire de Visa Europe comprend l'EEE, Andorre, les îles Féroé, le Groenland, Israël, Monaco, Saint-Marin, Svalbard et Jan Mayen, la Suisse, la Turquie et l'État de la Cité du Vatican.

(6) Une des préoccupations exposées dans l'évaluation préliminaire a trait au fait que les CMI ont à la fois pour objet et pour effet de restreindre de façon appréciable la concurrence sur les marchés de l'acquisition au détriment des commerçants et, indirectement, de leurs clients. Il apparaît que les CMI gonflent la base sur laquelle les acquéreurs se fondent pour fixer les commissions de service imposées aux commerçants, en créant un important élément de coût commun à l'ensemble des acquéreurs. L'avis exprimé par la Commission dans son évaluation préliminaire est que les CMI de Visa Europe ne sont pas objectivement nécessaires. L'effet restrictif sur les marchés de l'acquisition est encore renforcé par l'effet des CMI sur le réseau et les marchés de l'émission, ainsi que par d'autres règles et pratiques du réseau, notamment la règle imposant l'obligation d'accepter toutes les cartes («Honour All Cards Rule» ou «HACR»), la règle de non-discrimination («NDR»), la pratique du prix moyen unique («blending»)⁽¹⁾ et la segmentation des marchés de l'acquisition en raison de règles limitant l'acquisition transfrontière⁽²⁾. En outre, selon la communication des griefs et la communication des griefs complémentaire, les CMI ne remplissent pas les conditions nécessaires pour bénéficier d'une exemption en vertu de l'article 101, paragraphe 3, du traité au motif qu'elles produiraient des gains d'efficacité tout en réservant aux consommateurs une partie équitable du profit qui en résulte.

(7) Dans le système de Visa Europe, les acquéreurs transfrontières sont soumis à une règle qui impose l'application des CMI applicables dans le pays de l'opération. Selon cette règle, les acquéreurs transfrontières doivent appliquer par défaut les CMI propres au pays, les CMI intrarégionales ou les CMI nationales enregistrées. Les émetteurs et les acquéreurs affiliés à Visa dans le pays de l'opération et les acquéreurs transfrontières peuvent s'écarter des CMI nationales ou des CMI propres au pays en concluant des accords bilatéraux prévoyant des commissions d'interchange plus basses ou aucune commission d'interchange. Toutefois, les acquéreurs transfrontières risquent d'être désavantagés s'ils souhaitent conclure des accords bilatéraux de ce type, car il est peu probable qu'ils aient des liens solides avec les émetteurs nationaux. Dans les pays qui comptent des accords bilatéraux importants avec des acquéreurs nationaux, les acquéreurs transfrontières devraient généralement appliquer les CMI intrarégionales ou propres au pays plus élevées ou les CMI nationales enregistrées. Cette règle est également considérée comme une restriction territoriale et tarifaire par objet et par effet, ce qui empêche les acquéreurs des pays où la CMI est plus faible d'offrir leurs services dans d'autres pays à des prix reflétant le faible niveau de leurs CMI. Dans l'optique de la réalisation d'un marché intérieur des paiements, il s'agit d'une restriction très grave qui s'avère injustifiée. Un cloisonnement aussi artificiel des marchés de l'acquisition porte préjudice aux consommateurs, étant donné que les commerçants sont obligés de payer des prix plus élevés pour acquérir les services. Par conséquent, la Commission a estimé, à titre préliminaire, dans sa communication des griefs complémentaire que l'objectif et le contenu de cette règle sont de maintenir la segmentation des marchés nationaux en limitant l'entrée sur le marché des acquéreurs transfrontières ainsi que leur faculté à exercer une concurrence tarifaire.

2. DÉCISION CONCERNANT LES ENGAGEMENTS

(8) Le 10 mai 2013, Visa Europe a proposé des engagements, en vertu de l'article 9 du règlement (CE) n° 1/2003, afin de répondre aux préoccupations de la Commission en matière de concurrence.

(9) Le 14 juin 2013, la Commission a publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, conformément à l'article 27, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1/2003, une communication synthétisant l'affaire et les engagements proposés et invitant les tiers intéressés à présenter des observations sur ces engagements dans un délai d'un mois à compter de la date de publication de la communication. Le 30 août 2013, la Commission a informé Visa Europe des observations transmises par les tiers intéressés à la suite de la publication de ladite communication. Le 5 novembre 2013, Visa Europe a présenté une version modifiée de ses engagements.

⁽¹⁾ L'obligation d'accepter toutes les cartes est une règle du système Visa en vertu de laquelle les commerçants qui se sont engagés par contrat à accepter les paiements effectués au moyen de cartes d'une marque spécifique (par exemple, VISA, VISA Electron ou VPAY) sont tenus d'accepter sans discrimination toutes les cartes de cette marque qui sont présentées dans les règles et quelle que soit l'identité de la banque émettrice ou le type de carte de la marque en question. La règle de non-discrimination est une règle du système Visa qui empêche les commerçants d'appliquer des frais supplémentaires dans le cas d'opérations effectuées avec des cartes de paiement VISA, VISA Electron ou VPAY, sauf si la législation locale dispose expressément qu'un commerçant est autorisé à imposer de tels frais supplémentaires. La pratique du prix moyen unique permet aux acquéreurs de facturer aux commerçants la même commission de service pour l'acceptation de différentes cartes de paiement appartenant au même régime de paiement (par exemple, les cartes de débit et de crédit VISA) ou pour l'acceptation de cartes de paiement appartenant à différents régimes de paiement (par exemple, les cartes de crédit VISA et MasterCard). Dans son évaluation préliminaire, la Commission a estimé que ces règles et ces pratiques réduisaient la capacité des commerçants à limiter l'exercice collectif du pouvoir de marché des membres de Visa Europe au moyen des CMI, renforçant ainsi les effets anticoncurrentiels des CMI.

⁽²⁾ L'acquisition transfrontière est l'activité exercée par les acquéreurs visant à recruter, en vue de leur acceptation, des commerçants résidant dans un autre pays de l'EEE que celui dans lequel l'acquéreur est établi.

(10) Par sa décision du 26 février 2014, prise en vertu de l'article 9 du règlement (CE) n° 1/2003, la Commission a rendu ces engagements révisés obligatoires pour Visa Europe pendant quatre ans. L'essentiel du contenu des engagements peut se résumer comme indiqué ci-dessous:

- a) Visa Europe s'engage à plafonner à 0,3 % la moyenne pondérée annuelle de ses CMI intra-EEE pour cartes de crédit applicables aux opérations effectuées au moyen de ses cartes de crédit «consommateurs» deux mois après la notification de la décision sur les engagements à Visa Europe;
- b) le plafond s'appliquera aussi séparément deux ans après la notification de la décision sur les engagements dans chacun des pays de l'EEE pour lesquels Visa Europe fixe directement des niveaux spécifiques de CMI nationale pour cartes de crédit «consommateurs» ainsi que dans les pays de l'EEE où les CMI intra-EEE pour cartes de crédit s'appliquent aux opérations nationales en l'absence d'autres CMI;
- c) Visa Europe propose aussi de faire en sorte qu'à partir du 1^{er} janvier 2015:
 - le plafond de 0,3 % prévu pour les CMI pour cartes de crédit s'applique aussi à toutes les CMI fixées par Visa Europe pour les opérations effectuées avec des commerçants situés dans l'EEE au moyen de cartes de crédit «consommateurs» Visa émises dans des pays hors EEE appartenant au territoire de Visa Europe⁽¹⁾ («CMI hors EEE intra-Visa Europe pour cartes de crédit»), et
 - le plafond de 0,2 % prévu pour les CMI pour cartes de débit s'applique aussi à toutes les CMI fixées par Visa Europe pour les opérations effectuées avec des commerçants situés dans l'EEE au moyen de cartes de débit «consommateurs» Visa émises dans des pays hors EEE appartenant au territoire de Visa Europe («CMI hors EEE intra-Visa Europe pour cartes de débit»);
- d) Visa Europe s'engage à modifier ses règles concernant l'acquisition transfrontière à partir du 1^{er} janvier 2015 pour permettre aux acquéreurs transfrontières de proposer soit la CMI nationale pour cartes de débit, soit la CMI nationale pour cartes de crédit applicables sur le lieu d'établissement du commerçant, soit un taux de CMI de 0,2 % pour les opérations par carte de débit «consommateurs» et de 0,3 % pour les opérations par carte de crédit «consommateurs», sous réserve de certaines conditions;
- e) Visa Europe s'engage à poursuivre la mise en œuvre de mesures de transparence supplémentaires. En particulier, Visa Europe s'engage à:
 - introduire une règle obligeant les acquéreurs à proposer aux commerçants une tarification des commissions de service commerçant sur une base «CMI plus plus» contre une redevance administrative (en d'autres termes, les acquéreurs doivent, s'il leur en est fait la demande, clairement ventiler la commission de service commerçant en trois composantes dans leurs contrats et factures: la CMI, tous les autres frais applicables liés au système de paiement et les frais pour l'acquéreur). Visa Europe obligera les acquéreurs à mettre en œuvre cette règle dans les douze mois suivant la notification de la décision sur les engagements à Visa Europe pour tous les nouveaux accords et dans les dix-huit mois pour les contrats existants,
 - introduire une structure simplifiée pour les CMI fixées par Visa Europe, de façon à réduire le nombre de catégories de frais d'au moins 25 % et à favoriser ainsi la transparence en permettant la comparaison entre les taux.

(11) Visa Europe désignera un mandataire chargé de s'assurer du respect de ses engagements. La Commission aura le pouvoir d'approuver ou de rejeter le mandataire proposé avant sa désignation.

(12) Les engagements seront obligatoires pour une période de quatre ans à compter de la date de notification de la décision sur les engagements à Visa Europe.

(13) Le plafond prévu dans les engagements pour le niveau moyen pondéré des CMI a été évalué au moyen du MIT. La décision conclut que les engagements sont appropriés et nécessaires pour répondre aux préoccupations exposées dans la communication des griefs et la communication des griefs complémentaire, sans être disproportionnés.

⁽¹⁾ Le territoire de Visa Europe inclut l'EEE, Andorre, les îles Féroé, le Groenland, Israël, Monaco, Saint-Marin, Svalbard et Jan Mayen, la Suisse, la Turquie et l'État de la Cité du Vatican.

(14) Le comité consultatif en matière d'ententes et de positions dominantes a émis un avis favorable sur l'adoption de cette décision le 17 février 2014. Le 19 février 2014, le conseiller-auditeur a rendu son rapport final.

(15) La décision a clos la procédure en ce qui concerne les CMI intra-EEE pour cartes de crédit et les CMI nationales pour cartes de crédit fixées par Visa Europe, les CMI hors EEE intra-Visa Europe pour cartes de crédit et de débit, les CMI internationales et les règles de Visa Europe sur la CMI applicable en cas d'acquisition transfrontière.

(16) Elle ne concerne toutefois pas les CMI fixées par Visa Inc. et Visa International Service Association, sur lesquelles la Commission entend poursuivre son enquête.

V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE
CONCURRENCE

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — RÉPUBLIQUE DE LETTONIE

**Aide d'État SA.36612 (2014/C) (ex 2013/NN) — Aide non notifiée octroyée par la Lettonie
à Citadele et à Parex****Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2,
du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2014/C 147/07)

Par lettre du 16 avril 2014, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la République de Lettonie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur le régime à l'égard duquel la Commission ouvre la procédure, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des aides d'État
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Fax: +32 22961242

Ces observations seront communiquées à la République de Lettonie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

Procédure

1. Le 15 septembre 2010⁽¹⁾, la Commission a autorisé le plan de restructuration d'AS Parex banka. Ce plan de restructuration prévoyait la scission d'AS Parex banka en deux entités, AS Citadele banka et AS Reverta⁽²⁾. Le 10 août 2012, la Commission a autorisé les modifications de trois engagements figurant dans la décision portant approbation du plan de restructuration⁽³⁾.

2. Depuis lors, dans le cadre du suivi de ce plan de restructuration et des engagements y afférents, la Commission a repéré des aides accordées par la Lettonie qui vont au-delà des mesures déjà autorisées par la Commission.

⁽¹⁾ Décision de la Commission concernant l'aide d'État C 26/2009 (JO L 163 du 23.6.2011, p. 28).

⁽²⁾ La structure de défaisance («bad bank») a, dans un premier temps, conservé la dénomination Parex banka après la scission intervenue le 1^{er} août 2010, mais est enregistrée depuis mai 2012 sous la raison sociale «AS Reverta».

⁽³⁾ Décision de la Commission concernant l'aide d'État SA.34747 (JO C 273 du 21.9.2013, p. 1).

Description des mesures

3. Les documents reçus par la Commission font apparaître que la Lettonie a mis en œuvre les mesures suivantes sans notification préalable à la Commission:

- i) le 22 mai 2009, la Lettonie a accordé à AS Parex banka un prêt subordonné, correspondant à des fonds propres de catégorie 2, d'une durée de sept ans, ce qui excède la durée maximale de cinq ans autorisée par la Commission au titre des règles relative aux aides d'État;
- ii) le 27 juin 2013, la Lettonie a accordé à AS Citadele banka une extension de dix-huit mois de la durée sur l'encours du même prêt subordonné;
- iii) depuis 2011, la Lettonie fournit à AS Reverta une aide de trésorerie qui dépasse le plafond autorisé par la Commission dans sa décision du 15 septembre 2010.

4. Qui plus est, il apparaît que la Lettonie n'a pas respecté son engagement relatif à la cession dans les délais prévus de l'activité de gestion de patrimoine d'AS Citadele banka.

Appréciation des mesures

5. AS Parex banka et ultérieurement AS Citadele banka et AS Reverta ont bénéficié de mesures de la part de la Lettonie en sus des mesures d'aide autorisées par la Commission au titre des règles relatives aux aides d'État.

6. Étant donné:

- i) que tant l'échéance initiale de sept ans et l'échéance étendue de la dette subordonnée, d'une part, que le renforcement de l'aide de trésorerie, d'autre part, constituent manifestement des avantages supplémentaires par rapport aux aides autorisées et, par conséquent, sont des mesures d'aide supplémentaires (puisque tous les autres critères de l'article 107, paragraphe 1, du traité sont toujours réunis); et
- ii) qu'aucune notification n'a été faite à la Commission concernant ces mesures d'aide supplémentaires, la Commission considère donc que ces trois mesures constituent des aides illégales.

7. La Commission observe que, compte tenu des informations dont elle dispose actuellement, la Lettonie n'a présenté aucun argument de nature à démontrer la compatibilité de l'aide découlant de l'échéance initiale de sept ans des prêts subordonnés et de la prolongation supplémentaire de dix-huit mois de l'échéance de la dette subordonnée.

8. La Commission observe également que la Lettonie n'a présenté aucun argument de nature à démontrer la compatibilité de l'aide découlant de l'aide de trésorerie supplémentaire octroyée à AS Reverta.

9. La Lettonie a confirmé que l'activité de gestion de patrimoine n'avait pas été cédée dans les délais convenus, ce qui constitue une violation des conditions de la décision définitive sur l'aide en faveur de Parex et, partant, une application abusive de l'aide octroyée.

10. La Commission en conclut que les aides illégales décrites ci-dessus suscitent des doutes quant à leur compatibilité avec le marché intérieur, compte tenu des informations disponibles à l'heure actuelle. C'est pourquoi elle a décidé d'ouvrir une procédure formelle d'examen en vertu de l'article 13, paragraphe 1, et de l'article 4, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 659/1999.

11. En outre, la Commission conclut que la violation de l'engagement relatif à la cession de l'activité de gestion de patrimoine constitue une application abusive de l'aide. C'est pourquoi elle a également décidé d'ouvrir une procédure formelle d'examen pour application abusive d'une aide en vertu de l'article 16 du règlement (CE) n° 659/1999.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

The Commission wishes to inform Latvia that, having examined the information supplied by your authorities on the aid referred to above, it has decided to initiate the procedure laid down in Article 108(2) of the Treaty on the Functioning of the European Union ("the Treaty").

1. PROCEDURE

(1) On 10 November 2008 Latvia notified to the Commission a package of State aid measures in favour of AS Parex banka ("Parex banka"), designed to support the stability of the financial system. The Commission approved those measures on 24 November 2008⁽¹⁾ ("first rescue Decision") based on Latvia's commitment to submit a restructuring plan for Parex banka within six months.

(2) Following requests from Latvia, the Commission approved two sets of changes to the aid measures concerning Parex banka, the first on 11 February 2009⁽²⁾ ("second rescue Decision") and the second on 11 May 2009⁽³⁾ ("third rescue Decision").

(3) On 11 May 2009 Latvia notified a restructuring plan for Parex banka. By decision of 29 June 2009⁽⁴⁾ the Commission came to the preliminary conclusion that the notified restructuring measures constituted State aid to Parex banka and expressed its doubts that such aid could be found compatible. As a result the Commission decided to initiate the procedure laid down in Article 108(2) of the Treaty and required Latvia to provide information needed for the assessment of the compatibility of the aid.

(4) Between 11 May 2009 and 15 September 2010, several information exchanges and discussions occurred between Latvia and the Commission concerning the restructuring plan for Parex banka. Latvia provided information and clarifications on several occasions throughout the investigation procedure, and the restructuring plan of Parex banka was also updated six times.

(5) On 1 August 2010, some assets of Parex banka were transferred to a newly established so-called "good bank" named AS Citadele banka ("Citadele"), in line with the restructuring plan. The restructuring plan envisaged a split of Parex banka into Citadele, which would take over all core assets and some non-core assets⁽⁵⁾, and a so-called "bad bank" ("Reverta")⁽⁶⁾ which kept the remaining non-core and non-performing assets.

(6) By decision of 15 September 2010⁽⁷⁾ ("the Parex Final Decision"), the Commission approved the restructuring plan of Parex banka, based on a commitment paper submitted by the Latvian authorities on 3 September 2010.

(7) On 10 August 2012, at the request of the Latvian authorities, the Commission approved amendments to three commitments included in the Parex Final Decision ("the Amendment Decision")⁽⁸⁾. Those amendments: 1) extended the disposal deadline for the CIS loans⁽⁹⁾ until 31 December 2014; 2) increased the limit of minimum capital adequacy requirements allowed for Citadele at the level of the bank and the group before the asset remuneration described in the Parex Final Decision would be triggered; and 3) allowed carry-over of previous years' unused caps on lending, whilst respecting market share caps.

(8) On 1 October 2013 Latvia notified a requested for a further amendment of the Parex Final Decision, asking for the postponement of the divestment deadline for one of the divisions of Citadele, the Wealth Management Business⁽¹⁰⁾. While analysing Latvia's submissions in support of that amendment request, the Commission identified aid that had been granted by Latvia over and beyond the aid measures already approved by the Commission.

(9) Between [...] ^(*) and 4 March 2014, several information exchanges have taken place between Latvia and the Commission with regard to the additional aid measures. Latvia submitted information and documents on 30 October 2013, 31 January 2014 and 4 March 2014 (including a revised restructuring plan of Parex banka).

(1) Commission Decision NN 68/2008, OJ C 147, 27.6.2009, p. 1.

(2) Commission Decision NN 3/2009, OJ C 147, 27.6.2009, p. 2.

(3) Commission Decision N 189/2009, OJ C 176, 29.7.2009, p. 3.

(4) Commission Decision C 26/2009 (ex N 189/2009), OJ C 239, 6.10.2009, p. 11.

(5) In particular, performing loans to borrowers located in the Commonwealth of Independent States, the Lithuanian subsidiary, branches in Sweden and Germany and the wealth management business, with the latter including the Swiss subsidiary.

(6) The bad bank initially kept the name of Parex banka after the split that took place on 1 August 2010, but has been registered since May 2012 under the corporate name "AS Reverta".

(7) Commission Decision C 26/2009, OJ L 163, 23.6.2011, p. 28.

(8) Commission Decision SA.34747, OJ C 273, 21.9.2013, p. 1.

(9) Meaning loans to borrowers located in the Commonwealth of Independent States.

(10) The Wealth Management Business consists of the private capital management sector of Citadele, asset management subsidiaries and AP Anlage & Privatbank AG, Switzerland.

(*) Confidential information.

(10) Since 11 November 2013, the Commission has also received monthly updates regarding Latvia's progress in selling Citadele, a process it began in October 2013.

(11) The Latvian authorities have informed the Commission that for reasons of urgency they exceptionally accept that this Decision is adopted in the English language.

2. DESCRIPTION

2.1. The undertaking concerned

(12) Parex banka was the second-largest bank in Latvia with total assets of LVL 3,4 billion (EUR 4,9 billion) as of 31 December 2008. It was partially nationalised in November 2008.

(13) In April 2009, the European Bank for Reconstruction and Development ("EBRD") acquired 25 % of the share capital of Parex banka plus one share. Following the split of Parex banka into a good bank and a bad bank in 2010 along with subsequent changes in the shareholding structure, the shareholders of Citadele are now Latvia (75 %) and the EBRD (25 %), while the shareholders of Reverta are Latvia (84,15 %), the EBRD (12,74 %) and others (3,11 %).

(14) A detailed description of Parex banka up to the time of the Parex Final Decision can be found in recitals 11 to 15 of that decision. Parex banka was authorised to receive a series of aid measures (including liquidity support, guarantees and recapitalisation and asset relief measures) which are specified in the Parex Final Decision. Those measures were approved by the Commission in the first, second and third rescue Decisions (the "Rescue Decisions") and the Parex Final Decision.

2.2. The aid measures approved for Citadele and Reverta

(15) The restructuring plan approved by the Commission with the Parex Final Decision provided that the rescue aid previously approved by the Commission was to be extended over the restructuring period and split between Citadele and Reverta. The Parex Final Decision also approved additional restructuring aid for Reverta and Citadele. It also laid down a utilisation mechanism for the aid which had been provisionally approved through the Rescue Decisions after Parex banka was split, in regard to:

- a) liquidity support in the form of State deposits for both Citadele and Reverta ⁽¹⁾;
- b) State guarantees on liabilities of Citadele and Reverta ⁽²⁾;
- c) a State recapitalisation for Reverta and Citadele ⁽³⁾; and
- d) an asset relief measure for Citadele ⁽⁴⁾.

2.3. The commitments given by Latvia in the Parex Final Decision and the Amendment Decision

(16) In order to enable the Commission to find the restructuring aid compatible with the internal market Latvia provided commitments to ensure full implementation of the restructuring plan and limit distortions of competition that result from the restructuring aid ("the commitments").

(17) The main commitments regarding Citadele are described in recitals 73 to 83 of the Parex Final Decision. They include: a commitment to divest the CIS loans; a commitment to divest the Wealth Management Business within fixed deadlines (one which applied to divestment by Citadele itself and another which applied to divestment under the control of a Divestment Trustee); the preservation of viability, marketability and competitiveness; a hold-separate obligation in relation to the Wealth Management Business; a commitment to sell Citadele within a fixed deadline; caps on new lending and deposits in the Baltic countries; caps on the deposits in the German and Swedish branches; no increase in the number of branches; remuneration in respect of the asset relief measure; an acquisition ban; and a ban on making new CIS loans.

(18) The main commitments regarding Reverta are described in recitals 84 to 87 of the Parex Final Decision. They include commitments that there would be no new activities; there would be a wind-down or divestment of activities; and a cap on the total amount of capital that would be provided by Latvia in whatever form.

(19) Recitals 88 to 93 of the Parex Final Decision describe the commitments jointly applying to Reverta and Citadele. They provide for: a dividend and coupon ban; a ban on any reference to State support in advertising; a separation between Citadele and Reverta; and the appointment of Monitoring and Divestiture Trustees.

⁽¹⁾ Recitals 55-57 of the Parex Final Decision.

⁽²⁾ Recitals 58-61 of the Parex Final Decision.

⁽³⁾ Recitals 62-68 of the Parex Final Decision.

⁽⁴⁾ Recitals 69-70 of the Parex Final Decision.

(20) As recalled in recital 16, the Commission subsequently amended three of the commitments applicable to Citadele under the Parex Final Decision. That approval was based on new commitments undertaken by Latvia and Citadele to compensate for any distortion of competition.

2.4. The additional measures implemented by Latvia for Parex banka, Citadele and Reverta

(21) Based on the report submitted on 29 August 2013 by the Monitoring Trustee⁽¹⁾ and based on documents and information submitted by Latvia since October 2013, it appears that Latvia has put into effect the following measures without prior notification to the Commission:

- (i) on 22 May 2009, Latvia granted to Parex banka a subordinated loan of LVL 50,27 million (qualifying as Tier 2 capital) with a maturity of seven years (i.e. until 21 May 2016). The duration of that subordinated loan exceeds the maximum five-year maturity set in first rescue Decision and confirmed in the Parex Final Decision;
- (ii) on 27 June 2013, Latvia granted Citadele an additional 18-month extension of the maturity for an amount of LVL 37 million of subordinated debt (out of the total of LVL 45 million held by Latvia at that time)⁽²⁾. Table 1 gives an overview of the subordinated debt maturity changes, as of 31 December 2013. Latvia did not notify the extension of the maturity of that subordinated debt to the Commission;

Table 1

Issuer	Principal (LVL million)	Maturity approved by the Parex Final Decision	Maturity date throughout the restructuring period	Extended Maturity (granted in 2013)
LPA ⁽³⁾	7,87	May 2014 (five years starting from 2009)	8.8.2016	—
LPA	37,34		21.5.2016	20.12.2017
[...]	[...]		[...]	[...]
Total	50,27			

- (iii) in addition, since 2011 Latvia has provided Reverta with liquidity support in excess of the maximum limit set and approved by the Commission in the Parex Final Decision, both for the base case and for the worst case scenario (presented in Table 2⁽⁴⁾). The actual amounts of liquidity support from which Reverta has benefited were communicated by the Latvian authorities through the revised restructuring plan submitted in January 2014 and are reflected in Table 3:

Table 2

Liquidity caps for Reverta as reflected in the Parex Final Decision

LVL million	1.8.10	31.12.10	31.12.11	31.12.12	31.12.13
Base case	458	446	419	349	315
Best case	458	446	419	356	322
Worst case	458	446	419	344	307

⁽¹⁾ The Monitoring Trustee was appointed through a Mandate signed by Reverta, Citadele and the Latvian authorities on 28 February 2011. The Monitoring Trustee has submitted bi-annual monitoring reports covering the preceding semester, starting with the one ending 31 December 2010.

⁽²⁾ Following the split of Parex banka, Citadele was established on 1 August 2010. The Parex Final Decision approved the transfer to Citadele of all of the subordinated loans previously granted to Parex banka. No Tier 2 capital was provided to Parex banka by Latvia at the time of the split or could have been provided by Latvia after the split.

On 3 September 2009 the EBRD agreed to refinance part of the subordinated loan previously granted by Latvia to Parex banka. As of 31 December 2009 the subordinated loans granted by Latvia to Parex banka amounted to LVL 37 million, while the subordinated loan granted by the EBRD amounted to LVL 13 million.

At the time of the split Latvia took over LVL 8 million out of the LVL 13 million subordinated loan held by the EBRD. As of 1 August 2010, the total amount of subordinated loans held by Latvia was LVL 45 million (with different maturities), while that held by the EBRD was LVL 5 million.

⁽³⁾ The Latvian Privatisation Agency, owned by Latvia.

⁽⁴⁾ That information is contained in Table 6 of the Parex Final Decision.

Table 3

Actual amounts of liquidity from which Reverta has benefited

Outstanding of liquidity support					
	1.8.10	31.12.10	31.12.11	31.12.12	31.12.13
LVL million	446,32	446,32	427,82	384,86	362,52

In light of those developments and findings, the Commission has asked Latvia to provide additional information and explanations.

(22) Latvia has confirmed through the submissions set out in recital 9 that those additional measures have already been put into effect.

2.5. The breach of the commitment to divest the Wealth Management Business of Citadele

(23) Latvia has failed to comply with its commitment to divest the Wealth Management Business of Citadele by 30 June 2013 without a Divestiture Trustee, or by 31 December 2013 with a Divestiture Trustee, which was recorded in the Parex Final Decision⁽¹⁾. Therefore that commitment to divest the Wealth Management Business by those deadlines has been breached.

3. POSITION OF THE LATVIAN AUTHORITIES**3.1. On the un-notified maturity extensions of the subordinated debt**

(24) In its submissions of information regarding the un-notified aid which are mentioned in recital 9, as well as in the revised restructuring plan, the Latvian authorities submit that the Commission had been informed of the possibility of the maturity extension of the subordinated debt on a number of occasions. In consequence, Latvia considers that the longer maturity of the subordinated debt does not entail un-notified State aid.

(25) More specifically, Latvia expresses the view that:

- (i) the Commission had been informed of the possibility of the maturity extension of the subordinated debt on a number of occasions, as it was expressly referred to in the restructuring plan and the reports of the Monitoring Trustee;
- (ii) according to the final version of the restructuring plan, it was not planned that the subordinated debt would be fully repaid by 2017. In addition, the restructuring plan assumed when determining the eligible capital for calculating capital adequacy that the maturity of the subordinated financing would be extended to avoid suffering from a 20 % amortisation rate starting from the fifth year and until maturity;
- (iii) in line with those provisions, the Parex Final Decision provided that the subordinated loans were expected to mature in the period 2015-18, thus envisaging a prospective extension of the subordinated debt⁽²⁾;

(26) Moreover, Latvia has argued that the payment by Citadele of interest rates in excess of market conditions allays any State aid concerns that could exist.

(27) Finally, Latvia notes that discussions [...] are currently being held [...].

3.2. Regarding the un-notified liquidity support granted to Reverta

(28) Latvia explained that it provided Reverta with liquidity in excess of the support limits in the Parex Final Decision because the deposits from the State were not transformed into capital support by capitalising the principal of State treasury deposits to the extent that had been envisaged in that Decision. That transformation did not occur because after Reverta's banking licence had been revoked the relevant Latvian legislation no longer required statutory capital to be maintained. The Parex Final Decision had mentioned capitalising LVL [40-110] million of principal in the base case, whereas in fact only LVL 12,4 million of principal was capitalised.

(29) Latvia argues that capitalising less principal benefitted the State because:

- (iv) Latvia receives interest on liquidity aid but has no income from capital aid;
- (v) Latvia remains a senior secured creditor rather than junior equity holder, which ensures higher recoverability of funds in case of insolvency or liquidation, given that the State Treasury will have priority towards proceeds collectable within the insolvency process;

⁽¹⁾ See recital 73 of the Parex Final Decision.

⁽²⁾ In that respect, Latvia points to recital 148 of the Parex Final Decision.

- (vi) the capital invested as Tier 1 will not be recovered by the State⁽¹⁾; and
- (vii) there is more burden-sharing by legacy minority stakeholders as a result of interest payments by Reverta to the State.

3.3. Regarding the breach of the commitment for Wealth Management Business divestment

(30) Latvia states that the return of Citadele as a stand-alone entity to the private sector would have been put at risk if Citadele had divested the Wealth Management Business by 30 June 2013 as foreseen in the restructuring plan of 2010 or, in any event before Latvia had divested its stake in Citadele. Latvia claims that Citadele without the Wealth Management Business has no viable business model.

(31) The Latvia has therefore requested the Commission to amend the Parex Final Decision in order to allow Citadele to retain the Wealth Management Business until after the entire bank passes to the private sector.

(32) Such a request was first made in August 2012 in discussions between Latvia and the Commission before the Amendment Decision was taken. During those discussions the Latvian authorities ultimately decided not to request an extended deadline for divesting the Wealth Management Business.

4. ASSESSMENT

(33) Pursuant to Article 13(1) in conjunction with Article 4(4) of Council Regulation (EC) No 659/1999 of 22 March 1999 laying down detailed rules for the application of Article 108 of the Treaty on the Functioning of the European Union⁽²⁾ the Commission may open a formal investigation procedure if it finds that doubts are raised as to the compatibility with the internal market of an unlawful aid measure⁽³⁾.

4.1. Existence of unlawful aid

(34) Article 107(1) of the Treaty provides that, save as otherwise provided in the Treaty, any aid granted by a Member State or through State resources in any form whatsoever which distorts or threatens to distort competition by favouring certain undertakings or the production of certain goods is in so far as it affects trade between Member States, be incompatible with the internal market.

(35) As described in recital 21, Parex banka and subsequently Citadele and Reverta have obtained measures from Latvia in addition to the aid measures examined in the Rescue Decisions and the Parex Final Decision.

(36) **With regard to the subordinated debt**, the fact that such a measure contains State aid was established in the first rescue Decision, when the Commission approved the issuance of subordinated debt with five years maturity as a compatible aid measure. The Commission decided at that time that a market economy investor would not have granted subordinated debt with a five-year maturity⁽⁴⁾.

(37) The measure which was in fact granted by Latvia in favour of Parex banka was identical with the measure approved by the Commission except for the fact that it had a longer maturity. As such, the measure which was in fact granted would also be State aid unless the longer maturity eliminated any advantage to Parex banka. However, subordinated debt with a seven-year maturity would give the borrower a greater advantage since the risk perceived by an investor for any given investment increases as the maturity of the investment is extended. When the subordinated debt with a seven-year maturity was granted, it would have been even less likely for a market economy investor to grant the subordinated debt under those extended terms than it would for it to have done so for five years. For that reason, the longer maturity of the subordinated debt represented an additional advantage for Parex banka compared to the form of the subordinated debt that was approved in the Rescue Decisions and the Parex Final Decision.

(38) The maturity of the subordinated debt was later further extended by an additional 18 months. As the risk perceived by an investor for any given investment increases as the maturity of the investment is extended, a market economy investor would not have granted the subordinated debt under those extended terms in the absence of any countervailing payment fully offsetting the investor's increased risk. For that reason, the longer maturity of the subordinated debt represents an additional advantage for Citadele compared to the form of the subordinated debt that was approved in the Rescue Decisions and the Parex Final Decision.

(39) Latvia justifies granting subordinated loans with a longer maturity than approved by claiming that the Commission had been informed of a possible maturity extension through the restructuring plan and submissions of the Monitoring Trustee.

⁽¹⁾ Recital 49 of the Parex Final Decision.

⁽²⁾ OJ L 83, 27.3.1999, p. 1.

⁽³⁾ Under Article 1 of Regulation (EC) No 659/1999, unlawful aid means new aid put into effect in contravention of Article 108(3) of the Treaty — i.e. without notification to the Commission of aid measures before they are put into effect.

⁽⁴⁾ Recital 40 of the first rescue Decision.

(40) The Commission does not accept that argument. The possible need to extend the maturity of the subordinated loan was only incidentally mentioned, for information, by the Monitoring Trustee in previous monitoring reports (e.g. that of 30 June 2012) as an option under consideration by Latvian authorities. A mention of the possibility that additional aid may be granted by a Member State does not constitute or substitute for a formal notification of aid measures, within the meaning of Article 108(3) of the Treaty.

(41) Latvia also contends that the recital 148 of the Parex Final Decision explicitly provided that the subordinated loans were expected to mature in the period 2015-18, thus envisaging a prospective extension of the subordinated debt.

(42) The Commission does not share that interpretation. Recital 148 of the Parex Final Decision refers to the subordinated loans by legacy shareholders in Parex, and not to the subordinated loans granted by Latvia.

(43) **With regard to the liquidity support granted to Reverta**, it was initially approved as part of the compatible State aid measures approved in the first rescue Decision, in the form of State deposits. At that time, the Commission noted that Parex banka lacked liquid collateral and that Latvia had deposited the funds, taking into account the bank's liquidity needs, when no market investor was willing to provide liquidity in view of the fragile situation of Parex banka ⁽¹⁾.

Following the Parex Final Decision (and the split in a good and a bad bank) the liquidity aid was subsequently transferred to Citadele and Reverta. The former has already repaid in full its share of the liquidity support, whereas the latter had to limit the amounts of liquidity support it received, as set out in recital 21(iii). However, the amount of liquidity support actually granted to Reverta exceeds even the worst case scenario level approved within the Parex Final Decision. That additional liquidity support provides a supplementary advantage for Reverta compared to the aid approved by the Rescue Decisions and Parex Final Decision. None of the other features of the liquidity support apart from its quantity have been altered and so the Commission concludes that the measure constitutes State aid.

(44) None of those three additional measures (the seven-year subordinated loan; the 18-month extension; and the additional liquidity support) had been notified to the Commission. Latvia has therefore not complied with the standstill obligation under Article 108 of the Treaty.

(45) Based on the facts that:

- both the longer initial maturity and the extended maturity of the subordinated debt and the increased liquidity support clearly represent additional advantages compared to the approved aid measures, and therefore are additional aid (as all of the other criteria under Article 107(1) of the Treaty are still in place), and
- the absence of any notification to the Commission for those additional aid measures,

the Commission therefore considers that the measures described in recital 21 represent unlawful aid.

4.2. Compatibility of the aid

4.2.1. *The subordinated loans with extended maturity*

(46) In line with the 2008 Banking Communication ⁽²⁾ which was in force when the subordinated loan was initially granted and when it was subsequently extended, in order for aid to be compatible, it had to comply with several conditions:

- appropriateness (to be well targeted to its objective, e.g. to remedy a serious disturbance in the economy, and take the most appropriate form for that purpose to remedy the disturbance),
- necessity (to be necessary to achieve the objective, and remain at the minimum necessary to do that),
- proportionality (the positive effects of the aid must be properly balanced against the distortions of competition, in order for the distortions to be limited to the minimum necessary to reach the measures' objectives).

(47) The objective of granting a subordinated loan qualifying as Tier 2 capital to Parex banka was to enable it to continue to satisfy the capital adequacy ratio and to ensure that it is sufficiently capitalised so as to better withstand potential losses, in order to avoid a serious disturbance in the Latvian economy.

⁽¹⁾ Recital 41 of the first rescue Decision.

⁽²⁾ Communication on the application of State aid rules to measures taken in relation to financial institutions in the context of the current global financial crisis OJ C 270, 25.10.2008.

(48) In the first rescue Decision, the Commission noted that the subordinated debt for Parex banka was limited to the minimum necessary in scope and time. Among other elements, the limitation to the minimum necessary was based on the commitment of the Latvian authorities to grant subordinated debt with a maximum maturity of five years. In that regard, the Commission noted in that decision that the minimum maturity for the subordinated debt to qualify as Tier 2 capital under Latvian legislation was five years. The aid measure was therefore qualified as compatible.

(49) The second and third rescue Decisions, the Parex Final Decision and the Amendment Decision did not alter the assessment of the first rescue Decision in that respect, concerning the limitation to the minimum necessary.

(50) The Commission notes that Latvia has not brought forward arguments to demonstrate the compatibility of the aid stemming from the extended maturity of the subordinated loans.

(51) Therefore, based on the information available to Commission at this time, the un-notified aid measure concerning the subordinated debt issued with a maturity of seven years instead of five years as initially approved cannot be qualified as compatible, considering that: a) the existing assessment is that a five-year maturity of the subordinated debt was what ensured limitation to the minimum necessary and b) no new arguments have been presented for justification of compatibility.

(52) Equally, based on the information available to Commission at this time, the un-notified aid measure concerning the additional prolongation of the subordinated debt maturity by 18 months cannot be qualified as compatible, considering that: a) the existing assessment is that a five-year maturity of the subordinated debt was what ensures limitation to the minimum necessary and b) no new arguments have been presented for justification of compatibility.

(53) The Commission invites Latvia and any interested parties to present it with additional elements relevant to whether the seven-year duration of the subordinated loan and its subsequent extension by 18 months constitutes aid which was limited to the minimum necessary.

4.2.2. *The liquidity support measure*

(54) The assessment of the restructuring plan in the Parex Final Decision was based on assumptions presented at that time regarding the expected inflows of liquidity into Reverta which would allow it to start repaying the liquidity support granted in the form of State deposits, up to a certain level⁽¹⁾.

(55) The amounts expected to remain unpaid, as described in the Parex Final Decision, ranged from LVL [...] million (the base case scenario) to LVL [...] million (the worst case scenario). As explained in recital 21, the actual amounts from which Reverta has benefited have constantly exceeded those laid out in the Parex Final Decision.

(56) The Commission notes that Latvia has not brought forward arguments to demonstrate the compatibility of the aid stemming from the additional liquidity support.

(57) In view of this, and considering also the fact that the revised restructuring plan presented by Latvia includes numerous other adjustments compared to the plan approved through the Parex Final Decision, the Commission is not in the position at this time to qualify the additional liquidity support as compatible with the internal market. A more in-depth assessment of the impact the revised levels of liquidity support will have to be carried out, taking into account the revised restructuring plan in its entirety.

4.3. **The breach of the commitment to divest the Wealth Management Business**

(58) Pursuant to Article 16 of Regulation (EC) No 659/1999 the Commission may open a formal investigation procedure if aid is misused, i.e. if the beneficiary used aid in contravention of a decision taken pursuant to Article 7(3) of that Regulation.

(59) In the Parex Final Decision⁽²⁾ Latvia committed that Citadele would divest the Wealth Management Business by certain deadlines.

(60) Latvia confirmed that the Wealth Management Business has not been divested within the agreed deadlines. This constitutes a breach of the terms of the Parex Final Decision and hence a misuse of the aid granted. The Commission invites Latvia and interested parties to comment on that conclusion and to present any elements which would allow the Commission to consider whether aid obtained by Citadele could be considered compatible with the internal market if the Wealth Management Business were not to be divested separately from Citadele.

⁽¹⁾ Recital 55 of the Parex Final Decision.

⁽²⁾ See recital 73 of the Parex Final Decision.

5. CONCLUSION

The Commission concludes, in regard to the unlawful aid described in recital 21, that doubts are raised as to the compatibility with the internal market based on the information available at this time. The Commission therefore has decided to open a formal investigation procedure pursuant to Articles 13(1) and 4(4) of Regulation (EC) No 659/1999.

Moreover, the Commission concludes that the breach of commitment described in recital 23 constitutes misuse of aid. The Commission therefore has decided to open a formal investigation procedure also for misuse of aid pursuant to Article 16 of Regulation (EC) No 659/1999.

In the light of the foregoing considerations, the Commission, acting under the procedure laid down in Article 108(2) of the Treaty on the Functioning of the European Union, requests Latvia to submit its comments and to provide all such information as may help to assess the measures (in particular the compatibility of the un-notified aid), within ten working days of the date of receipt of this letter. It requests your authorities to forward a copy of this letter to the potential recipient of the aid immediately.

The Commission would draw your attention to Article 14 of Regulation (EC) No 659/1999, which provides that all unlawful aid may be recovered from the recipient.

The Commission warns Latvia that it will inform interested parties by publishing this letter and a meaningful summary of it in the *Official Journal of the European Union*. It will also inform interested parties in the EFTA countries which are signatories to the EEA Agreement, by publication of a notice in the EEA Supplement to the *Official Journal of the European Union* and will inform the EFTA Surveillance Authority by sending a copy of this letter. All such interested parties will be invited to submit their comments within ten working days of the date of such publication.'

ISSN 1977-0936 (édition électronique)
ISSN 1725-2431 (édition papier)



Office des publications de l'Union européenne
2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR